

# Près de Rouen, l'agacement dans un lycée après l'installation de caravanes sur le parking



Des dizaines de caravanes de gens du voyage se sont installées sur le parking du lycée Le Corbusier à Saint-Étienne-du-Rouvray

Des dizaines de caravanes de gens du voyage se sont installées sur le parking du lycée Le Corbusier à Saint-Étienne-du-Rouvray, entraînant des nuisances pour le personnel enseignant.

Sur le parking situé près du lycée Le Corbusier à Saint-Étienne-du-Rouvray, plusieurs dizaines de caravanes de gens du voyage sont apparues, courant du mois de septembre. La situation n'est pas nouvelle. Elle se renouvelle depuis quatre ans. L'an dernier les caravanes s'étaient installées le 16 octobre. « Ils n'étaient partis qu'en février », se souvient Charline Basire, enseignante au lycée Le Corbusier.



## Menaces de mort

Selon elle, la cohabitation entraîne des nuisances avec le personnel de l'établissement. « Ils sont étalés sur le parking, il ne nous reste qu'un petit bout pour nous garer. On est obligés de venir plus tôt pour trouver une place. J'ai vu des collègues tourner pendant 30mn pour une place. » L'enseignante évoque également des problèmes de sécurité. « Une infirmière a été menacée, on a tapé sur sa voiture car elle roulait trop vite sur le parking, elle a déposé plainte. Plusieurs étudiants ont été menacés de mort. On se sent un peu délaissé. »

L'an dernier, les gens du voyage interrogés estimaient qu'il n'y avait pas de place ailleurs. Pour rappel, la Métropole malgré un projet à [Tourville-la-Rivière](#), n'est toujours pas dotée d'une aire de grand passage.

## Étude de sécurisation du site

L'an dernier, la Ville de [Saint-Étienne-du-Rouvray](#), consciente du problème, précisait qu'elle signalait systématiquement cette présence illégale auprès de l'État. Mais c'est à la Région d'intervenir étant propriétaire du parking. Contactée, cette dernière précise qu'une requête en référé pour l'expulsion des occupants a été déposée le 2 octobre auprès du tribunal administratif de [Rouen](#).

Par ailleurs, la Région ajoute qu'a « débuté en septembre l'étude d'une sécurisation du site à même de mettre fin à moyen terme aux occupations illicites récurrentes des espaces de stationnement du lycée ». En attendant, Charline Basire indique la mise an place d'une pétition à destination du personnel et des parents d'élèves.